Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: - (1982)

Heft: 625

Artikel: Ce Chili qui ne fait plus la "une"

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012903

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SOLIDARITÉ, HUIT ANS APRÈS

Ce Chili qui ne fait plus la «une»

Pour qui vient du Chili, raconter est difficile. Certes, il y a l'émotion ressentie sur les lieux des succès de l'Unité populaire et du sanglant putsch militaire qui en a brisé l'espoir en 1973.

Mais surtout, si on y a vu des gens — c'est ce qui importe — et qu'on rapporte leurs propos, on les expose là-bas au risque d'être identifiés et donc inquiétés. Car le visiteur est inévitablement localisé et surveillé. Et celui qui s'exprime plus loin l'a été. D'où, à regret, l'absence de références et de noms précis dans ces notes et, indépendamment du choix habituel de DP, la raison de l'anonymat de la personne qui témoigne dans ces colonnes après un récent voyage.

Huit ans après le coup d'Etat de Pinochet, le Chili ne fait plus que très rarement la «une» des journaux. A la fin du mois de janvier, les grandes agences de presse mondiales (et américaines) rendaient compte des obsèques de l'ancien président Eduardo Frei et ne pouvaient taire ces cris de la foule à l'endroit de Pinochet: «Assassin, assassin!». Mais pour quelques coups de projecteur, quels silences le reste du temps!

Et depuis des mois, depuis des années, voici la solidarité, réelle, passionnée, de ceux qu'Allende avait éveillés à l'histoire du Chili, voici notre solidarité mise à l'épreuve d'informations fragmentaires, souvent incontrôlables, distillées au compte-goutte par de lents canaux.

A l'heure où l'attention internationale est encore mobilisée par les événements polonais, il est exclu d'oublier le Chili. A la fois parce que son actualité quotidienne n'a pas cesser de nous concerner, et parce que ce pays nous apprend combien est cruciale l'épreuve du temps pour la solidarité active. Quelques colonnes de DP, cette semaine et la suivante, à un ami de toute confiance, pour ne pas perdre le Chili en route. (Réd.)

D'abord, subsister et manger

Pour le touriste européen atterrissant à Santiago et gagnant le centre de cette cité de quelque trois millions d'habitants, il n'y a guère de surprise, si ce n'est l'inversion des saisons: parti de Suisse au seuil de l'hiver, il se trouve au Chili, 27 heures plus tard, aux portes de l'été. Pour le reste, à première vue, le cœur de la ville répond aux schémas de notre Vieux-Monde: grandes rues commerçantes, certaines réservées aux piétons, hauts édifices modernes, banques et commerces confortables, boutiques de grand luxe. Ordre et propreté. Des employés déambulent, dont la tenue s'harmoniserait à celle de leurs collègues de Genève ou de Zurich.

Sur la belle Plaza de Armas, quadrilatère arborisé bordé par des bâtiments anciens comme la cathédrale et la poste centrale, dont le réaménagement vient d'être inauguré — «Le régime se soucie plus de l'esthétique que de l'éthique», m'y fera observer un dissident — un jeune homme poussant un chariot vide aborde poliment le photographe (très) amateur que je suis: «Vous travaillez pour un journal?» Il me fait noter combien tout est serein: il n'y a pas de désordre dans la rue (sous-entendu: ce n'est pas comme «avant»?). C'est vrai. Je l'avais constaté tout seul, sans son aimable propagande. Je pourrais le raconter dans le «Journal de Genève», et le grand quotidien «El Mercurio», pilier du régime en place, ne manquerait pas de rapporter avec fierté la bonne opinion exprimée sur son pays. Car c'est important pour la junte militaire.

Cette impression de tranquille normalité, on peut l'éprouver en toute sincérité si on borne ses promenades au centre de la capitale et qu'on loge au modernissime San Cristobal Sheraton en allant admirer les paysages magnifiques et divers que le Chili offre sur ses 3500 km de latitude. Le pays vu au travers d'un filtre, en passant. On peut en effet ne pas attacher trop d'attention aux carabiniers qui se promènent partout, quoique moins visiblement dans le centre, la mitraillette au côté négligemment pointée vers les passants. Et si, d'un car pullman, on aperçoit quelques mendiants, rien à dire: on n'est pas en Suisse...

SUR SES GARDES

«Ne rien vouloir savoir de rien, c'est l'attitude apparente du Chilien» me dira l'avocat d'un syndicat: chacun se méfie de chacun ou, tout au moins, se tient sur ses gardes. Il suffit de si peu pour indisposer et perdre alors son emploi, si on en a un, ou compromettre les maigres chances d'en obtenir un, si on n'en a pas.

Car le problème numéro un de M. Toutlemonde au Chili, c'est de subsister. Le chômage est officiellement de l'ordre de 10%. C'est sans compter les «bénéficiaires» du PEM, plan officiel d'emploi minimum, qui reçoivent un salaire de 1300 pesos par mois, soit un peu plus de 62 francs suisses (oui, soixante-deux, il ne manque pas un zéro). Sans compter non plus ces innombrables vendeurs d'objets divers, colifichets, jouets, stylos, linges, etc., qui offrent leurs marchandises sur chaque mètre du trottoir de l'Alameda Libertador, ni les marchands de fruits qui y rivalisent de la voix pour ne pas vendre grand-chose.

AU NIVEAU SUISSE

Or, même si ces comparaisons laissent une marge de discussion, le prix de la vie n'est pas beaucoup moins élevé qu'en Suisse: la nuit dans une chambre